



BIBLIOTECA MUNICIPAL
MADRID

Nº. IV F.

LE P U B L I C I T E
P A R I S I E N ,

JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES ,

ET rédigé par M. MARAT, auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR et du PLAN DE
CONSTITUTION, etc.

Vitam impendere vero.

V E R S A I S S E S.

Du Lundi 14 Septembre 1789.

A S S E M B L E ' E N A T I O N A L E.

Séances du 11 et 12

*Délibération de la ville de Rennes contre la Sanction
Royale.*

*Réclamation de MM. l'abbé Maury et Garat contre
cette déclaration.*

Improbation du comte de Mirabeau.

*Décret de l'assemblée nationale portant qu'elle ne for-
mera qu'une chambre.*

Délibération sur la sanction royale.

Décret de l'assemblée qui accorde au roi un veto suspensif

Décret de l'assemblée qui fixe la date de chaque législature

A LA priere de l'assemblée, M. le comte de Cler-
mont-Tonnerre a occupé la place de président, laissant
vacante pas la retraite de M. l'évêque de Langres.

A

Quelques placards affichés autour de la salle états les menaçoient du feu : M. le comte d'Estaing, commandant de la milice bourgeoise de Versailles, annonce à M. le président qu'il a pris toutes les précautions propres à rassurer l'assemblée sur les entreprises qui pourroient être formées contr'elle.

La lecture de sa lettre a été suivie de celle d'une délibération des citoyens de Rennes, qui témoignent leur surprise de ce qu'on osoit mettre en question si les décrets de l'assemblée nationale ont besoin de la sanction royale, et s'il peuvent être suspendus par le roi. Ils représentent aux députés de la nation qu'il comptent trop sur leurs vertus pour craindre de leur voir compromettre ses droits et ses intérêts ; que le pouvoir législatif appartenant à la nation seule, la loi est faite si-tôt que le vœu public est connu ; qu'aucune autorité ne peut en surprendre l'exécution ; que tout *veto* est destructeur de la monarchie puisqu'ils tend à mettre le monarque au-dessus de la nation ; qu'on ne pourroit admettre tout au plus que le *veto populaire* ; qu'ils protestent contre toute confusions de pouvoirs, et déclarent traîtres à la patrie quiconque entreprendroit de porter atteinte aux droits nationaux. Cette délibération a excité de violens murmures. M. l'abbé Maury l'a dénoncée comme un outrage fait à l'assemblée nationale. M. Garat, l'ainé, sollicite un décret qui la réproue comme attentatoire à la liberté de l'assemblée, et comme venant des ennemis de la nation. Le comte de Mirabeau s'est élevé contre la délibération de Rennes. La nation, a-t-il dit, qui a eu l'honneur de proscrire les

Pettres-de-cachet, ne souffrira pas, sans doute, qu'une province s'avise de vouloir exercer ainsi sur ses représentans une sorte de pouvoir arbitraire : tous les bourgs et villages auroient le droit de professer de pareilles absurdités. Les villages, les bourgs, les villes, les provinces, tout cela n'est que sujets, et le corps législatif ne doit nulle déference légale et nul compte de ses opinions à telle ou telle agrégation.

M. Chapelier s'est présenté pour défendre sa province des inculpations qu'on lui faisoit.

Après ces sorties et ces débats, l'Assemblée a enfin délibéré si elle seroit composée d'une chambre ou de deux. La question posée de la sorte dans toute sa simplicité, on a été aux voix par appel nominal ; et sur 1050 votans, 849 ont été pour une chambre unique, 89 pour deux chambres, & 122 ont déclaré n'avoir point d'avis.

On a levé la séance. L'après-midi elle s'est ouverte par l'annonce d'un don de 800 livres, offrande qu'a faite la patrie le village de Champeux, dont les envoyés ont été reçu avec les plus vifs applaudissemens.

Un Membre du Comité des rapports a fait ensuite lecture d'une adresse des représentans de la Commune de Paris, tendante à supplier l'assemblée de porter un décret pour simplifier la procédure criminelle, accorder un défenseur à l'accusé ; rendre publique (1) l'instruction de la procédure, et admettre

(1) Ce sont les mêmes dispositions que le rédacteur de ce journal a depuis long-temps recommandées.

toutes les pièces justificatives : adresse sollicitée par M. de la Fayette , en faveur des citoyens traduits en prison dans ces derniers troubles. Arrêté de l'assemblée nationale de nommer un comité pour s'occuper de cet objet , et sur son rapport , prendre le parti que suggéreront la justice , l'humanité et les circonstances.

En ouvrant l'assemblée on a fait lecture d'une lettre du régiment du Turenne , qui offre à la nation la somme de mille écus pour subvenir aux besoins de l'état : noble sacrifice dont on ne peut sentir tout le prix qu'en réfléchissant aux privations qu'il coûtera. C'est donc aujourd'hui que les militaires sont devenus enfans de la patrie ! Desormais leur bras ne servira qu'à la défendre , et ils ne verront dans leurs concitoyens que des frères qui les aiment autant qu'ils les estiment.

L'exemple des généreuses citoyennes de Paris qui ont sacrifié leurs bijoux aux besoins publics , trouve par-tout des imitateurs : plusieurs autres femmes d'aristes de la Capitale se sont empressées de donner des preuves de leur zèle patriotique. Puissant attrait de la vertu ! ton feu sacré va pénétrer toutes les âmes , il régénérera l'empire ; et l'état que la faste , l'avarice et la rapacité de ses odieux administrateurs avoient poussé sur le bord de l'abîme , devra son salut au désintéressement , à la générosité , au dévouement de ses membres , aux

dans son code criminel , et dans l'offrande à la patrie. Voyez le cinquième discours.

nobles sacrifices des infortunés mêmes que les prodigalités du gouvernement menaçoient de l'indigence , et que sa dureté faisoit gémir sous l'oppression.

Les applaudissemens de l'assemblée n'ont cessé que pour reprendre ses travaux. Avant de commencer la délibération sur la sanction royale. M. le président a proposé d'entendre la lecture d'une lettre de M. le premier ministre des finances. Cette lettre annonçoit qu'un mémoire annexé expliqueroit les sentimens du prince , sur la question de la sanction royale.

La lecture de la lettre achevée , M. l'abbé Grégoire a pris la parole pour faire ce dilemme : « Ou la lecture qu'on vous propose influera sur vos délibérations , ou elle n'influera point : inutile dans le dernier cas , elle devient dangereuse dans le premier : j'opine pour qu'elle ne soit pas faite ». M. de Mirabeau a observé , que le roi a le droit de sieger dans l'assemblée et d'y voter.

M. de-Lailly-Tolendal insistant sur la lecture du mémoire du ministre , a prêché la nécessité de r'ouvrir la discussion sur la sanction Royale. Opinion appuïée par M. Bathon , et combattue par M. Mounier avec une égale chaleur.

Comme M. Mounier s'est montré dans cette circonstance tres-jaloux du droit qu'a l'assemblée de limiter le pouvoir de la couronne , sentiment qui est nouveau pour lui , on en a conclu qu'il étoit instruit que le mémoire annonçoit le renoncement du roi à toute espece de *Veto*.

Après avoir délibéré que la lecture du mémoire n'auroit pas lieu, on a passé à délibérer sur la sanction. La question posée de cette manière : *La sanction Royale aura-t-elle ou n'aura-t-elle pas lieu*, paroissoit d'abord très-clair. Au moment où l'on étoit à compter les voix, quelques membres des communes réclamant malgré le tumulte, ont fait convenir qu'elle étoit vague & obscure; ils ont observé que la sanction considérée comme promulgation, appartenoit sans dispute au roi; mais qu'il n'en étoit pas de même si on la considéroit comme le droit de consentir ou de ne pas consentir les décrets de l'assemblée. M. Guillaotin l'a donc posée de cette manière.

1°. *Le roi peut-il ou ne peut-il pas refuser son consentement à la constitution?*

2°. *Le roi peut-il refuser son consentement aux actes du pouvoir législatif?*

3°. *S'il le peut son refus sera-t-il suspensif ou absolu?*

4°. *Son refus supposé suspensif, aura-t-il effet pendant une ou plusieurs législatures?*

M. Mounier s'étant efforcé de prouver que la constitution ne peut être solidement établie sans le consentement du roi, l'indignation a éclaté de toutes parts.

On a été aux voix sur la première proposition de Guillaotin, et on a décidé qu'il n'y avoit pas lieu de délibérer.

Après un léger amendement à la seconde proposition, on a été aux voix, et l'assemblée a ép-

crété, que le roi peut refuser sa sanction aux actes du corps législatif. On a ensuite délibéré sur la troisième proposition ; nouveau décret de l'assemblée, statuant que le refus de sanction royale ne sera que suspensif. Ici a terminée la séance.

Elle s'est ouverte par la lecture de plusieurs adresses relatives aux décrets de la séance du 4 Août. Au milieu de l'abandon universel de tous les privilèges, celle du pays de Labour réclame la conservation des siens.

Annnonce à l'assemblée de nouveaux sacrifices à la Paris.

M. le président a rappelé l'assemblée à l'ordre du jour, et il a mis en délibération la question suivante : *Le Veto étant suspensif, s'étendra-t-il à une ou plusieurs législatures ?*

M. de Saint-Fargeau a observé qu'il importoit, avant tout, de régler qu'elle sera la durée de chaque législature. L'assemblée a décrété que cette durée seroit fixée.

Ensuite, M. de Saint-Fargeau a fait sentir les inconvéniens de laisser trop long-temps le pouvoir législatif dans les mêmes mains ; ce seroit favoriser l'esprit de Corps, accorder un pouvoir dont on ne connoît par les bornes, ouvrir la porte à la séduction. Il a conclu que les pouvoirs des députés de la nation ne dureroient qu'une année, terme de chaque législature.

A cet avis, M. de Robers-Pierre a ajouté que de courtes législatures auroient l'avantage, que le peuple feroit plus souvent l'exercice de ses droits.

M. l'abbé Maury a observé « qu'en Angleterre, le corps législatif étant septennal, il étoit important de ne pas donner à la durée de l'assemblée nationale un terme trop court. N'oubliez pas, a-t-il repris, que vous n'êtes pas moins assemblés pour voter l'impôt que pour faire des loix ; l'année en finance est de vingt-un mois ; le recouvrement des impôts se faisant avec lenteur, et les comptes ne pouvant être rendus qu'au bout de ce terme, il faut donc vingt-un mois pour les rendre, pourvoir aux

non-valeurs, ôbvier aux défauts de perception ; sans cela , l'assemblée aura continuellement besoin de consulter le ministre , et le ministre la dirigera sans cesse. Quant à la corruption que craignent les perpinans , elle est tout aussi possible dans une législature d'un an , qui dans une législature de plusieurs années ; d'ailleurs , y auroit-il dans le corps législatif une marche suivie , si ses membres se renouvellent continuellement, Je conclus à ce que la durée de chaque législature soit de quatre ans.

M. Buzot a soutenu la nécessité de renouveler annuellement l'assemblée , crainte qu'une bonne loi , rejetée en faveur du Veto suspensif , restât longtemps sans effet , et que les députés qui ont peu de fortune , ne fussent dans la cruelle nécessité de se refuser aux devoirs de leur place , ou de renoncer à leur état.

Les nouvelles élections ne seroient donc bientôt fixées que par la fortune , l'aristocratie des riches remplaceroit donc l'aristocratie des nobles , et l'assemblée nationale ne seroit composée que de membres dangereux ou de membres inutiles.

M. Desmeunier a pensé que le terme de deux ans fixé à chaque législature , auroit l'avantage de permettre aux députés d'acquérir plus d'expériences , d'éviter une grande perte de temps pour tous les citoyens , et de prévenir une infinité de brigues et de cabales.

M. de Virieux a prétendu que le calme des opinions et l'acquisition des connoissances exigeoient que les législateurs fussent triennales , opinion que M. le comte de Mirabeau a demandé d'appuyer ; mais la question a été jugée suffisamment éclaircie. Au moment que M. le président l'a mise en délibération. M. l'abbé Maury a retiré sa motion. On est allé aux voix par assis et levé sur les trois autres et l'assemblée nationale a décrété , à la majorité de 865 voix contre quarante , que la durée de chaque législature sera de deux ans.

De l'Imprimerie de MARAT.

Lacune de pagination expliquée par le doublet.